

Contexte

Depuis la fin de l'année 2012-le début de l'année 2013, la crise se poursuit en République centrafricaine (RCA), entravant l'accès des acteurs humanitaires à plusieurs zones du pays et, par conséquent, les collectes de données ponctuelles relatives aux vulnérabilités et besoins des populations y vivant.

Afin de remédier à ce manque d'information, en coordination et collaboration avec le Groupe de travail sur l'évaluation et la gestion de l'information (AIMWG), REACH a entrepris un projet de suivi régulier de la situation humanitaire des zones difficiles d'accès et où les besoins sont les plus élevés (selon l'[aperçu des besoins humanitaires 2020 \(HNO\)](#)).

Cette aperçu présente une analyse des principales données quantitatives et qualitatives collectées auprès d'informateurs clés (IC), concernant la situation humanitaire dans 34 communes en RCA (parmi les 37 ciblées¹) pendant les mois de novembre 2019, décembre 2019 et janvier 2020.

Les résultats présentés ci-dessous ne sont pas significatifs statistiquement, et doivent donc être considérés comme indicatifs de la situation humanitaire dans les communes évaluées.

L'ensemble des produits liés à cette évaluation sont disponibles sur le [centre de ressources de REACH](#).

Méthodologie

La méthodologie utilisée ('Zone de Connaissance / Area of Knowledge') a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager mensuellement des informations actualisées concernant la majorité de la population vivant dans i) des communes inaccessibles, ii) difficiles d'accès, iii) où l'information humanitaire est insuffisante et iv) où les besoins sont les plus élevés.

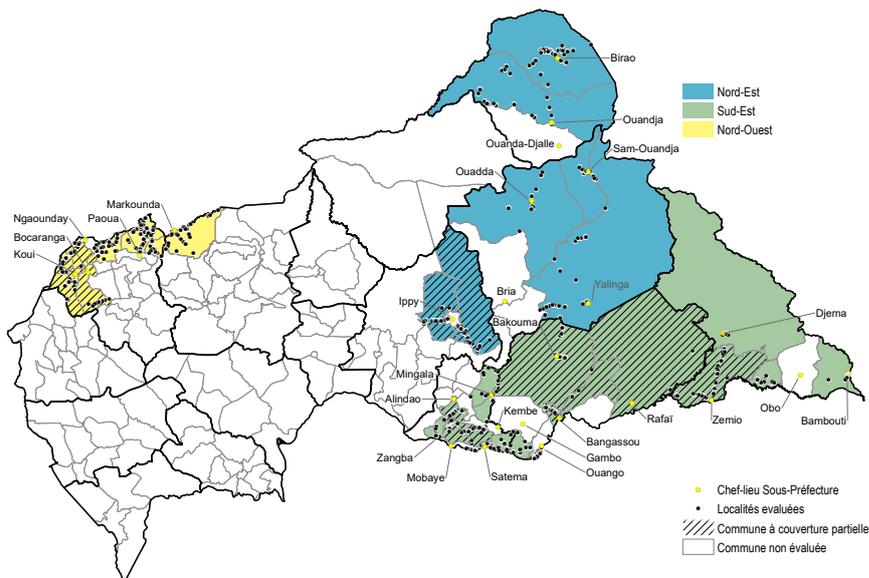
En particulier, cette méthodologie vise à collecter des données, quantitative et qualitatives, relatives aux dynamiques de déplacement et retour, aux besoins humanitaires et à l'accès aux services de base des populations vivants dans les zones évaluées.

Les données sont collectées directement par les équipes REACH au travers des entretiens (renseignant au niveau de la localité) et groupes de discussions (renseignant au niveau de la commune), sur la base de questionnaires multisectoriels, auprès d'IC identifiés en fonction de leurs connaissances récentes (datant de moins d'un mois) et détaillées des localités².

Lors des groupes de discussions, des exercices de cartographie participative avec les participants sont réalisés afin de noter les dynamiques des mouvements de population, ainsi que pour localiser les principaux services de base fonctionnels et les zones où les besoins sont les plus élevés.

Couverture géographique

Localités évaluées pendant la collecte des données :



Sous-préfecture	Commune	% de localités évaluées ³		
		Novembre 2019	Décembre 2019	Janvier 2020
Biraou	Ridina	35%	17%	25%
	Ouandja	38%	36%	-
Ouadda	Ouadda	67%	53%	20%
	Ouandja-Kotto	85%	54%	31%
Yalinga	Yalinga	50%	73%	50%
Obo	Mboki	26%	42%	16%
Bambouti	Lili	30%	50%	60%
Zémio	Zémio	60%	46%	51%
Djéma	Djéma	-	25%	25%
Rafai	Rafai	11%	11%	11%
Bangassou	Sayo Niakari	15%	23%	38%
	Voungba-Baifondo	-	50%	75%
Gambo	Ngandou	15%	-	15%
Ouango	Ngbandinga	48%	24%	24%
Bakouma	Bakouma	41%	27%	32%
Mingala	Kotto	-	-	12%
	Siriki	-	18%	-
Zangba	Ouambé	-	-	13%
Satéma	Kotto-Oubangui	23%	25%	20%
Mobaye	Mbéima	16%	11%	22%
Kémbé	Mboui	23%	22%	25%
Alindao	Bakou	-	-	15%
	Baidou Ngoumbourou	-	83%	61%
Ippy	Yengou	-	56%	59%
	Dilouki	35%	24%	47%
Ngaoundaye	Kodi	20%	-	56%
	Mbili	27%	19%	35%
	Yémé	12%	-	84%
Bocaranga	Bocaranga	60%	-	80%
Koui	Koui	28%	20%	24%
Paoua	Bah-Bessar	15%	32%	21%
	Nana-Barya	13%	25%	27%
	Mia-Pendé	11%	27%	53%
Markounda	Nana-Markounda	-	26%	27%

	Novembre 2019	Décembre 2019	Janvier 2020
# Total d'entretiens	546	636	845
# Localités évaluées	259	309	364
# Communes évaluées	30	36	36
# Communes évaluées à 10% de couverture, ou plus	25	27	32

Type d'informateurs clés (IC)	Novembre 2019	Décembre 2019	Janvier 2020
Résidents dans la localité	49%	61%	67%
Visiteurs récents dans la localité	24%	23%	19%
Contact indirect avec la localité	27%	16%	14%

¹ Certaines communes étaient évaluées de manière partielle, car les zones d'intérêt identifiées correspondaient uniquement aux localités situées sur des axes pré-identifiés (voir les [Termes de référence](#)). ² Les IC ont été identifiés parmi les résidents de la localité, si joignables par téléphone; les personnes déplacées originaires de la localité; les commerçants/voyageurs/conducteurs ayant l'habitude de se rendre régulièrement dans la localité; les résidents de la localité se trouvant temporairement dans une localité accessible/joignable par téléphone; les travailleurs des organisations non-gouvernementales (ONG) ou des privés travaillant pour des ONG. ³ Pour chaque commune le pourcentage est calculé sur la base du nombre de localités évaluées par rapport au nombre total des localités ciblées dans la commune (selon la base de données OCHA, disponible sur [Humanitarian Data Exchange](#) (HDX)). Chaque mois, les communes dont moins de 10% des localités ciblées ont été évaluées ne sont pas prises en compte pour l'analyse des indicateurs.

Méthodologie d'agrégation et analyse des données

Pour la réalisation de ce document ont été analysées les données quantitatives (voir les détails dans les tableaux en première page) et qualitatives (59 groupes de discussion) collectées pendant les 3 mois de collecte.

Pour l'analyse des résultats quantitatifs, lorsque plusieurs IC étaient interrogés sur la même localité au courant du même mois, REACH procède à l'agrégation des différentes données par localité, selon des critères de pondération préétablis, basés sur la fréquence des réponses ; le type d'IC ; la priorisation des informations / réponses considérées comme particulièrement pertinentes, bien que moins fréquentes. Dans les cas où ces critères ne suffisent pas pour l'agrégation, la réponse est rapportée comme "aucun consensus" ou "A/C".

Sur base géographique et compte tenu des interrelations socio-économiques existant entre les différentes localités et communes évaluées, 3 macro-zones ont été identifiées pour comparer et rapporter les résultats : Nord-Est, Sud-Est et Nord-Ouest. La répartition des localités et communes dans les 3 macro-zones identifiées est montrée dans la carte en première page.

Les données quantitatives, rapportées par pourcentage de localités évaluées, sont présentées dans le document selon les critères suivants :

- Cartes : données rapportées par commune, calculées en fonction de la moyenne arithmétique des résultats de chaque mois ;
- Diagrammes à barres : données rapportées par macro-zone, calculées en fonction de la moyenne arithmétique des résultats de chaque mois ;
- Graphiques à colonnes : données rapportées par macro-zone pour chaque mois, sans aucun calcul supplémentaire.

Lorsque certains indicateurs ne s'appliquent pas à la totalité des localités évaluées, une clarification est indiquée dans une note de bas de page.

Dans la partie narrative ont été pris en compte les résultats des groupes de discussion et des observations, étayés parfois par des données quantitatives analysées à plusieurs niveaux (macro zone, préfecture, sous-préfecture ou commune) et calculées en fonction de la moyenne arithmétique des résultats de chaque mois.

Résultats clés⁴

Mouvements de population

- Mouvements de populations importants dans la commune de Ridina en direction de Birao centre, Soudan et Tchad ;
- Forte concentration de personnes déplacées internes (PDI) dans les principaux villages du Haut-Mbomou ;
- Mouvements de retour importants dans la Basse-Kotto et dans le Nord-Ouest ;
- Déplacements fréquents, bien que d'intensité mineure, dans le Nord-Ouest.

Sécurité alimentaire

- Production agricole affectée par l'insécurité de manière générale, et en particulier par la transhumance au Nord-Ouest ;
- Faible présence de marchés dans l'Est et réduction des approvisionnements d'aliments depuis le Soudan au Nord-Est ;
- Faible capacité de mettre en place des mécanismes d'adaptation et stratégies de survie au Sud-Est.

Moyens de subsistance

- Manque d'accès sécurisé aux champs pour la production agricole, les agriculteurs se limitant à pratiquer des activités de subsistance dans les parcelles les plus proches des maisons ;
- Fort impact des conflits dans la Vakaga sur les activités de subsistance de la population ;
- Très faible revenu mensuel et signaux de stagnation économique dans la Basse-Kotto et dans les zones évaluées au Sud-Est en général.

Santé

- Manque de services de santé fonctionnels à l'Est, notamment dans les zones les plus isolées et les plus touchées par le conflit ;
- Cas de personnes avec symptômes typiques de la malnutrition signalés surtout dans la Basse-Kotto ;
- Manque d'appui aux services sanitaires dans la Haute-Kotto.

Eau, Hygiène et assainissement (EHA)

- Faible présence de points d'eau améliorés fonctionnels notamment dans l'Est du pays ;
- Pratique de la défécation à l'air libre (DAL) très diffusée au Nord-Est et Nord-Ouest ;
- Manque généralisé de stations de lavage de mains dans les lieux publics ;
- Infrastructures d'eau endommagées par le conflit notamment dans le Sud-Est.

Abris et articles ménagers essentiels (AME)

- Manque d'abris adéquats pour tous types de population dans la Basse-Kotto, à cause notamment des destructions par le conflit ;
- Cas de personnes ne disposant d'aucun abri au Nord-Est, suite aux déplacements récents dans la Vakaga ;
- Manque d'articles ménagers essentiels (AME) dans la commune de Ridina et préfecture de la Basse-Kotto.

Protection

- Restrictions de mouvements pour se rendre aux champs, pour des raisons sécuritaires ;
- Sentiment d'insécurité croissante dans la Haute-Kotto et très élevé dans le Haut-Mbomou ;
- Tensions liées à la transhumance et à l'activisme des groupes armés au Nord-Ouest ;
- Présence de mineurs séparés et/ou non accompagnés dans plus de la moitié des localités évaluées, pour des raisons liées aux déplacements notamment au Sud-Est ;
- Risque de recrutement dans les groupes armés pour les garçons dans le Sud-Est.

Education

- Niveau de déscolarisation très élevé dans la commune de Lili ;
- Impact de la crise de Birao sur la fonctionnalité des services éducatifs dans la Vakaga et Haute-Kotto ;
- Infrastructures scolaires endommagées par le conflit notamment au Sud-Est ;
- Fréquentation scolaire limitée des filles par rapport au taux de participation des garçons.

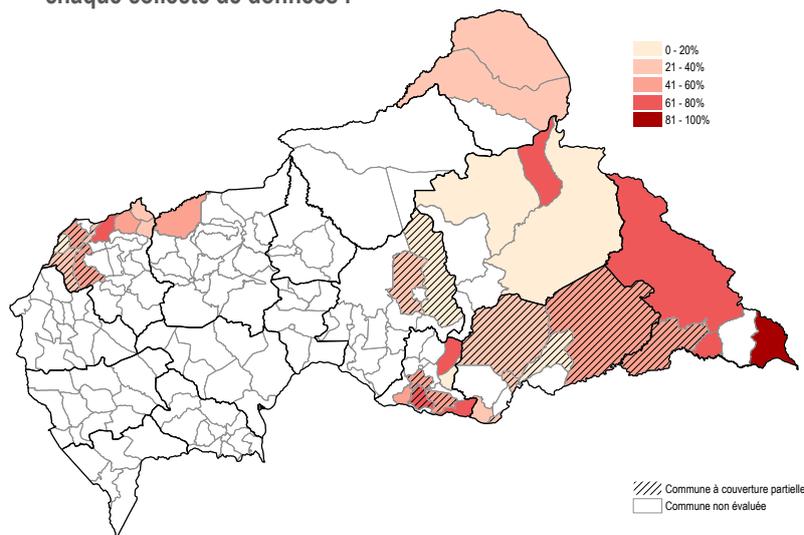
Redevabilité / communication

- Malgré la situation alarmante concernant la protection et l'accès à la nourriture et / ou aux abris / AME, les principales interventions humanitaires souhaitées sont dans les domaines de la santé, éducation et de l'eau, hygiène et assainissement ;
- Meilleure couverture téléphonique au Nord-Ouest, grâce aussi à la présence des réseaux camerounais et tchadiens.

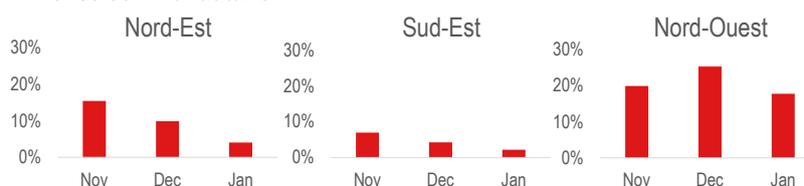
⁴ Ces résultats représentent un résumé des informations jugées les plus pertinentes, rapportées par les IC lors des entretiens ou lors des groupes de discussion.

Dynamiques des mouvements de population

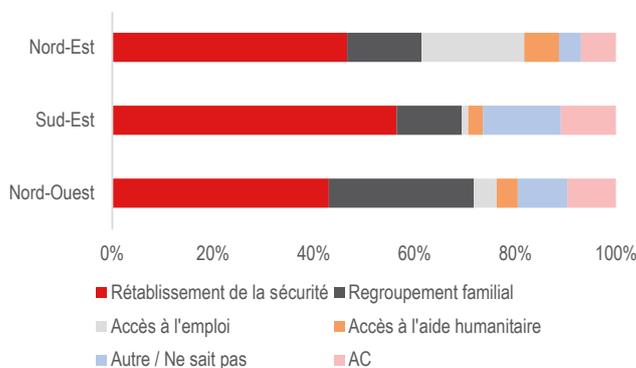
% de localités évaluées ayant rapporté la présence de personnes déplacées venant d'autres localités, au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données :



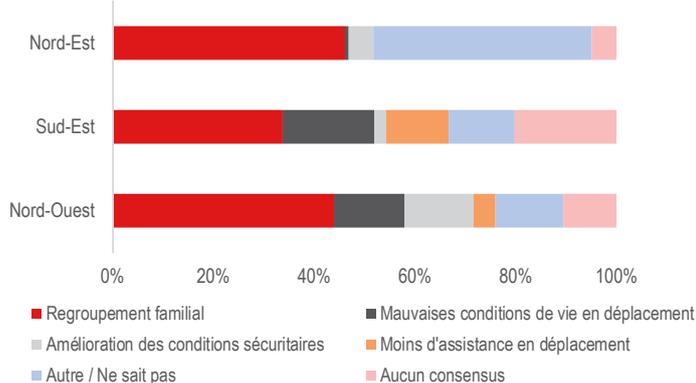
% de localités évaluées ayant rapporté l'arrivée de PDI dans les 30 jours précédant la collecte de données, à cause du conflit armé ou de la violence communautaire :



% de localités évaluées par rapport à la condition principale requise pour envisager le retour des IDPs vers leurs zones d'origine⁵ :



% de localités évaluées par rapport à la raison principale du retour de la population retournée et / ou rapatriée⁶ :



Suite à la dégradation de la situation sécuritaire dans la préfecture de la Vakaga depuis le mois de septembre 2019⁷, des mouvements de déplacement massif de population ont été rapportés de manière constante dans le Nord-Est, alors que les zones évaluées au Sud-Est et Nord-Ouest (notamment dans la Basse-Kotto et l'Ouham-Pendé) ont été surtout concernées par des mouvements de retour et de rapatriement assez réguliers et diffus. Le conflit armé (54% des localités évaluées) et les tensions communautaires (19%) étaient le plus souvent cités comme les principaux facteurs expliquant la présence de PDI, en attente principalement du rétablissement de la sécurité (47%) avant de pouvoir envisager un retour dans les lieux d'origine. Concernant les personnes retournées et / ou rapatriées se trouvant dans les localités évaluées, la décision de retour était majoritairement liée à la possibilité de rejoindre les membres de la famille (38%), plutôt qu'aux mauvaises conditions de vie dans les lieux de déplacement (14%).

Nord-Est

La zone la plus touchée par des incidents sécuritaires majeurs provoquant des mouvements massifs de la population était la commune de Ridina, avec plus de 90% des localités évaluées ayant rapporté des déplacements de la population en direction de Birao centre, du Tchad et du Soudan⁸. Une présence importante de PDI était signalée aussi dans les communes de Ouandja (PDI en famille d'accueil à cause principalement des inondations saisonnières⁸) et Sam-Ouandja (mouvements pendulaires de personnes liées aux opportunités de travail dans les chantiers miniers⁸). Les ingérences des groupes armés dans les zones de Yalinga et Ippy motivaient aussi certains déplacements de la population se trouvant sur les axes, de caractère toutefois temporaire et d'intensité mineure⁸. Dans plus de 50% des localités évaluées ayant rapporté la présence de PDI, ces dernières étaient arrivées très récemment (au cours du dernier mois précédant la collecte de données) et constituaient une majorité parmi la population, ce qui pouvait avoir un impact considérable sur la disponibilité des ressources locales.

Sud-Est

Une présence importante de PDI était rapportée notamment dans la préfecture du Haut-Mbomou, avec une forte concentration dans les principales localités (Bambouti, Mboki, Zémio et Djéma), plusieurs localités se trouvant sur les axes étant rapportées désormais comme inhabitées depuis longtemps⁸. A la base de ces déplacements il y avait notamment des raisons liées à l'insécurité (chocs sur les axes autour de Bambouti et Zémio⁸) ; à la recherche de moyens de subsistance et services de base (Mboki), à la recherche de lieux de refuge particulièrement sécurisés en raison de leur isolement (Djéma)⁹. Dans le Mbomou, les causes principales déterminant le déplacement des populations étaient liées dans certains cas à des tueries / incendies sur l'axe Démbia – Djéma ; les inondations de fin 2019 dans les communes de Ngbandinga et Ngandou ; et de manière assez générale à la circulation constante de « rumeurs » concernant l'instabilité des zones de Nzacko (zone de chantiers miniers) et Bakouma⁸ ou la « présence menaçante d'éléments armés non identifiés dans la brousse »⁹. Dans la Basse-Kotto, la présence de PDI était signalée dans plusieurs localités des communes de Kotto (mouvements pendulaires liés aux opportunités de travail dans les chantiers miniers de Mbo-Pouloubou⁹), Kotto-Oubangui (PDI depuis longtemps à cause du conflit, ou déplacements préventifs alimentés par les tensions entre les groupes armés sur l'axe Dimbi – Gambo⁹), et Mbeima et Bakou (PDI originaires notamment des sous-préfectures de Zangba et Alindao, à la recherche de refuge dans des zones isolées et sécurisées⁹). Suite à l'amélioration des conditions sécuritaires, toutefois, des mouvements de retours et de rapatriement significatifs ont été rapportés dans plusieurs localités de la Basse-Kotto, notamment dans les sous-préfectures de Satema, Mobaye, Zangba, principalement pour rejoindre d'autres membres de la famille (46% des localités évaluées), alors que d'autres facteurs pouvaient aussi être à l'origine de ces mouvements, comme la possibilité d'accéder à l'assistance humanitaire et à certaines activités traditionnelles (comme la récolte de café dans la sous-préfecture de Zangba)⁹.

Nord-Ouest

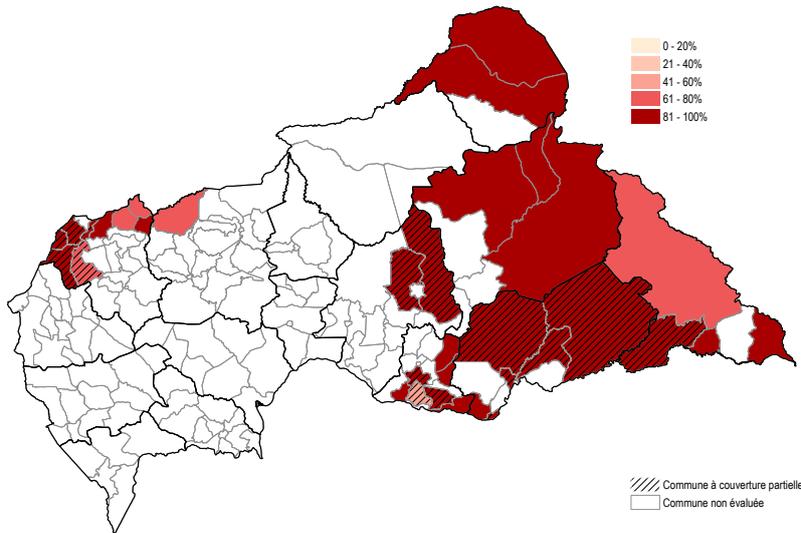
Presque 90% des localités évaluées rapportaient un important mouvement de retour et rapatriement constant au cours des trois mois précédant la collecte de données. Il convient toutefois de noter que la majorité des rapatriements signalés dans les communes de Mia-Pende et Nana-Markounda étaient de nature temporaire, s'agissant plutôt de mouvements pendulaires entre le Tchad et la RCA dans le but d'accéder à l'assistance humanitaire dans les deux pays⁹. La zone était aussi concernée par des mouvements de déplacements internes constants, bien que d'intensité mineure, à cause de l'instabilité sécuritaire liée à l'activisme et aux exactions des groupes armés pour l'exploitation des ressources et le contrôle des couloirs de la transhumance, ainsi qu'aux opérations de désarmement des groupes armés⁹.

⁵ Pourcentages calculés sur le total des localités où la présence de personnes déplacées a été rapportée. ⁶ Pourcentages calculés sur le total des localités où la présence de personnes retournées et / ou rapatriées a été rapportée. ⁷ Veuillez vous référer à OCHA, Bulletin humanitaire n.47, août-septembre, 2019 ; alerte du Mécanisme de Réponse Rapide (RRM), ACTED_RRM_Alerte_Birao//ACT_BIR_20190904. ⁸ Résultats des analyses de groupes de discussions. ⁹ Résultats des observations et débriefings des agents de terrain REACH.

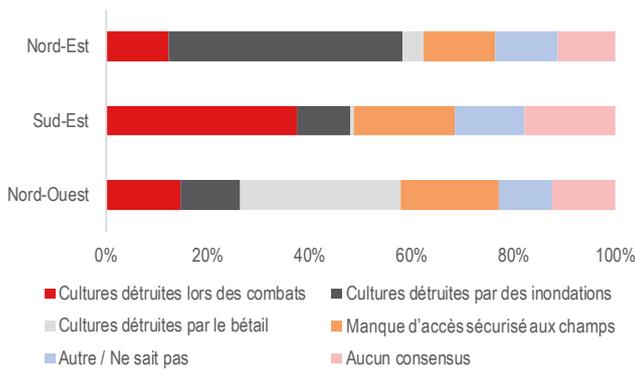


Sécurité alimentaire

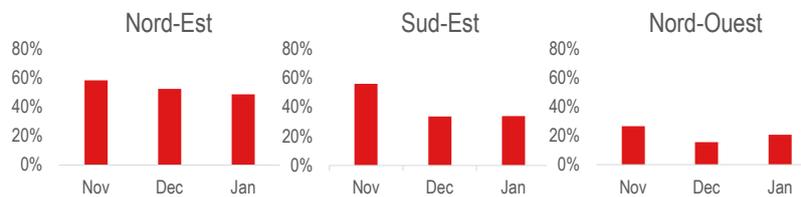
% de localités évaluées ayant rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture, au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données :



% de localités évaluées par cause principale du manque d'accès à suffisamment de nourriture pour la majorité de la population, au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données¹⁰ :



% de localités évaluées ayant rapporté l'absence d'un marché fonctionnel à distance de marche¹¹, au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données :



% de localités évaluées ayant rapporté que, malgré la présence d'un marché fonctionnel, la majorité de la population avait des problèmes d'ordre sécuritaires et/ou logistiques pour y accéder¹² :



Dans la totalité des communes évaluées le niveau d'accès à la nourriture a été rapporté comme largement insatisfaisant, en raison de la précarité des conditions sécuritaires qui empêchait le libre accès aux champs et l'approvisionnement des marchés¹³. La partie Est du pays était celle dont la production agricole était la plus affectée par le conflit, alors que dans le Nord-Ouest les cultures étaient impactées par le passage des troupeaux transhumants dans la zone. La présence de marchés fonctionnels était rapportée comme généralement très faible notamment dans l'Est du pays, où, de plus, les conditions sécuritaires n'y garantissaient pas souvent l'accès. L'augmentation constante des prix des aliments sur les marchés était rapportée de manière généralisée dans les trois zones, bien qu'avec une fréquence plus élevée dans le Nord-Est (95% des localités évaluées), comme conséquence aussi de la réduction des approvisionnements d'aliments depuis le Soudan, suite à la propagation de la crise de Birao¹⁴. Pour faire face à la pénurie de nourriture il a été rapporté que les populations devaient alors consommer des aliments moins préférés, rationner les quantités et diminuer le nombre de repas par jour, ainsi que vendre des actifs ou réduire certaines dépenses non-alimentaires. Malgré un niveau d'accès à la nourriture rapporté comme insatisfaisant, l'assistance alimentaire n'a pas été mentionnée comme besoin prioritaire par les IC, dénotant peut-être d'une capacité généralisée à faire face à une pénurie de nourriture¹⁴.

Nord-Est

Presque la totalité des localités évaluées (97%) ont rapporté des problèmes d'approvisionnement en nourriture. L'absence de marchés fonctionnels et accessibles à distance de marche a été signalée de manière plus fréquente dans la Vakaga et la Haute-Kotto (plus de la moitié des localités), les approvisionnements alimentaires habituels depuis le Soudan et l'accès aux marchés étant réduits à cause d'une dégradation de la situation sécuritaire¹⁴. La production agricole a été rapportée comme insatisfaisante à cause des inondations de la rivière à Ouandja ; des destructions des cultures par les combats dans la Vakaga ; du faible rendement du sol à Ouadda ; du manque d'accès sécurisé aux champs et des tracasseries / extorsions contre les commerçants dans les zones de Yalinga et Ippy¹³. Parmi les stratégies d'adaptation mises en place par les populations, les IC ont également rapporté la consommation de semences (21% des localités évaluées), ainsi que la possibilité de vendre le petit bétail (21%) et utiliser l'épargne (13%) pour l'achat de nourriture.

Sud-Est

La pression démographique dans les zones à plus forte concentration de PDI dans le Haut-Mbomou et de retournés / rapatriés dans la Basse-Kotto contribuait à détériorer sensiblement l'accès aux ressources alimentaires disponibles¹³. La présence de marchés fonctionnels et approvisionnés était rapportée comme limitée à cause des destructions des cultures en conséquence du conflit, des inondations (communes de Ngbandinga et Ngandou) et de la persistance de l'insécurité (accès aux champs et mouvements des commerçants limités)¹³. Dans le Sud-Est, les stratégies d'adaptation pour faire face à la pénurie de nourriture paraissent être les plus difficiles à mettre en œuvre, en raison aussi du manque de bétail et du faible revenu mensuel. Parmi les stratégies d'adaptation mentionnées, dans 28% des localités les IC ont rapporté la consommation de semences. Des activités humanitaires en ce qui concerne la sécurité alimentaire ont été signalées par les IC principalement dans les communes de Bakouma et Ngbandinga.

Nord-Ouest

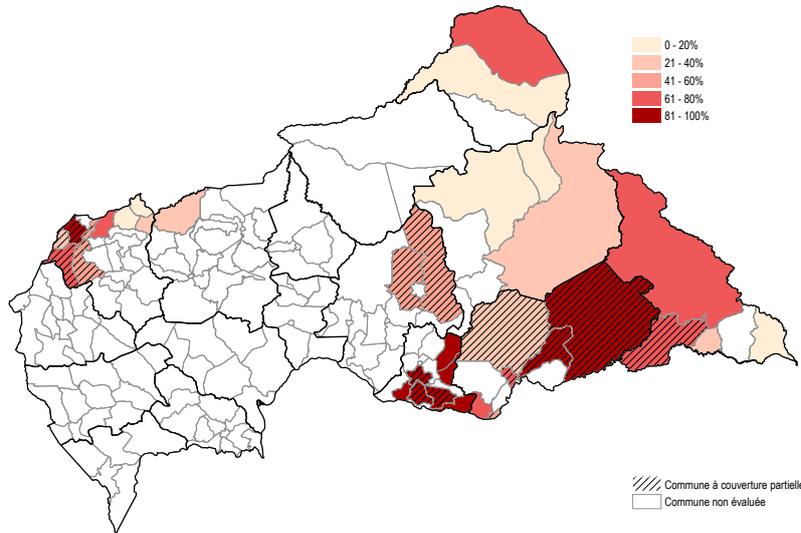
Bien que la majorité des localités était desservies par des marchés suffisamment approvisionnés et accessibles, la production agricole était rapportée comme insatisfaisante à cause notamment de l'impact négatif du passage des troupeaux en transhumance dans la zone, avec la conséquente destruction des cultures (32% des localités évaluées, notamment dans la sous-préfecture de Ngaoundaye et dans la commune de Nana-Barya) et l'augmentation du niveau d'insécurité (tensions éleveurs - agriculteurs et présence d'éleveurs et groupes armés associés)¹³. La fréquence et l'intensité rapportées des tracasseries et vols envers les commerçants, particulièrement fréquents dans la commune de Nana-Markounda et sur les axes au nord de Paoua, déterminait une augmentation constante des prix des aliments sur les marchés¹⁴. Parmi les stratégies d'adaptation mises en place par les populations, dans 17% des localités les IC ont rapporté l'utilisation d'épargne pour acheter de la nourriture. Des activités humanitaires en ce qui concerne la sécurité alimentaire ont été signalées par les IC principalement dans les communes de Mia-Pendé, Nana-Barya et Nana-Markounda.

¹⁰ Pourcentages calculés sur le total des localités où il était rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture. ¹¹ Trajet aller - retour réalisable dans la journée. ¹² Pourcentages calculés sur le total des localités où la présence d'un marché fonctionnel à distance de marche a été rapportée. ¹³ Résultats des analyses de groupes de discussions. ¹⁴ Résultats des observations et débriefings des agents de terrain REACH.

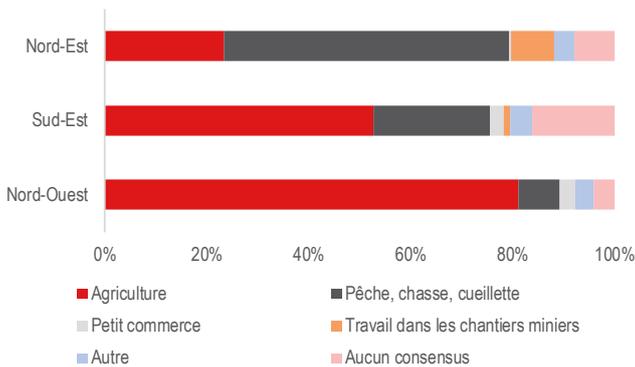


Moyens de subsistance

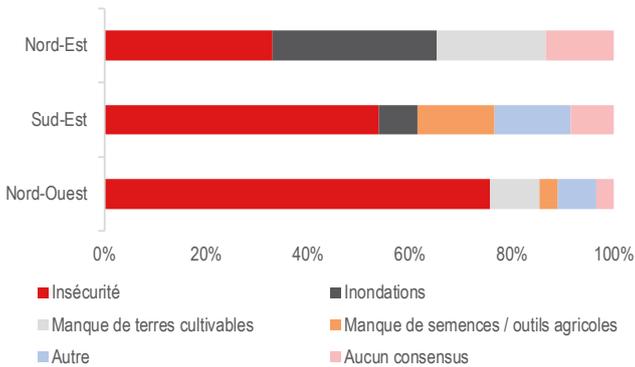
% de localités évaluées ayant rapporté que le revenu mensuel moyen estimé pour la majorité des ménages était inférieur à 10 000 XAF¹⁵, au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données :



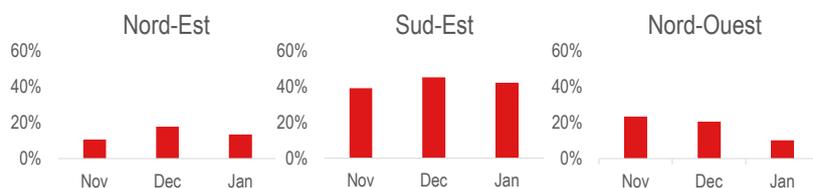
% de localités évaluées par rapport à la principale source de revenu pour la majorité des ménages, au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données :



% de localités évaluées par cause principale du manque d'accès à des terres cultivables pour la majorité de la population, au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données¹⁶ :



% de localités évaluées ayant rapporté l'indisponibilité de bétail, au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données :



Au Sud-Est et Nord-Ouest l'agriculture était largement rapportée comme la principale source de revenus pour la majorité des populations, malgré l'insécurité demeurant un véritable obstacle à l'accès aux champs pour la production agricole au-delà de celle destinée à satisfaire les besoins essentiels¹⁷.

En général, la majorité de la population des communes évaluées se limitait à cultiver les champs se trouvant proches des abris, afin de réduire l'exposition aux risques sécuritaires liés aux longs trajets¹⁷.

Dans la Vakaga, l'accès aux moyens de subsistance / activités génératrices de revenus était fortement impacté par la dégradation de la situation sécuritaire à Biraou, et des conséquents déplacements de population¹⁸.

Nord-Est

Compte tenu de l'insécurité, des inondations et de la nature du sol parfois non favorable à l'agriculture, 56% des localités évaluées avait rapporté que les principales sources de revenus des populations étaient la pêche, la chasse et la cueillette, alors que dans la zone de Sam-Ouandja c'est le travail lié à l'exploitation des mines qui était le plus fréquemment rapporté.

Les possibilités économiques / d'emploi étaient aussi limitées pour les populations des villages se trouvant sur les axes autour de Ippy, malgré la présence de grand bétail dans la zone de Atongo-Bakari et des chantiers miniers dans la zone de Ndassima et Djoubissi¹⁸.

La vaste disponibilité de petit bétail (83% des localités évaluées) pour la majorité de la population contribuait à soulager les conditions de vie, en donnant aussi la possibilité de le vendre pour se procurer de la nourriture (21%).

Sud-Est

Environ la moitié des localités évaluées ont rapporté que la principale source de revenus était l'agriculture, bien que l'insécurité (54% des localités évaluées) et le manque de semences et / ou d'outils agricoles (15%) pénalisaient considérablement la production.

L'indisponibilité de bétail a été rapportée à de plus importantes proportions (42%) comparé aux autres zones.

A noter une prévalence des activités liées à la pêche dans les zones riches de rivières de Ngandou, Satema et Zangba, et à l'exploitation minière vers Nzacko – Bakouma et Mbo-Pouloubou.

Si un bon dynamisme économique était rapporté à Mboki (plusieurs activités économiques et services de base disponibles) et dans la zone de Béma (important carrefour commercial), au contraire une situation stagnante était signalée concernant les axes secondaires dans la Basse-Kotto, compte tenu de l'isolement prolongé à cause du conflit, et des manques d'opportunités économiques, ce qui expliquerait aussi le revenu mensuel moyen très faible¹⁸.

Nord-Ouest

Bien que l'agriculture aie été rapportée comme la principale source de revenu pour 81% des localités évaluées, la zone était caractérisée par la présence de troupeaux de grand bétail, utilisés soit pour l'élevage (principalement par la communauté musulmane) soit dans l'agriculture (principalement par la communauté chrétienne)¹⁷.

Un bon dynamisme économique a été généralement rapporté dans les sous-préfectures de Paoua et Markounda (présence de chantiers miniers à Bodjomo), ainsi que dans les zones concernées par des échanges commerciaux transfrontaliers avec le Cameroun¹⁸.

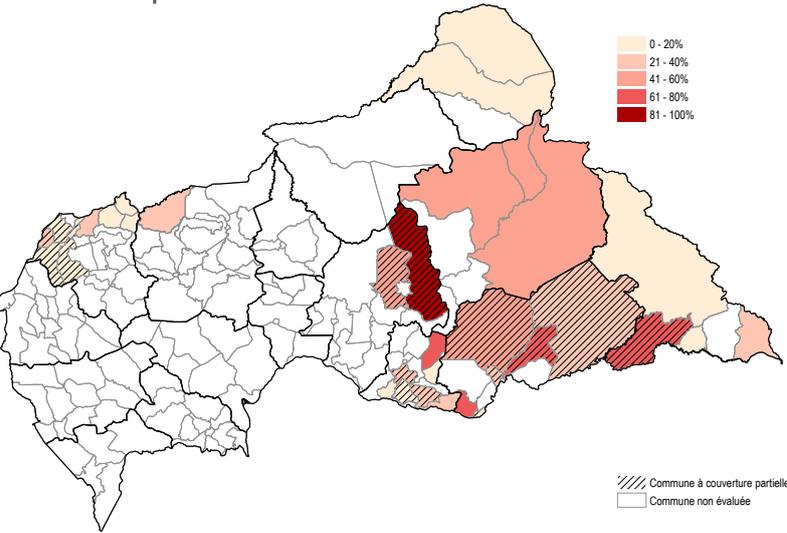
En revanche, des problèmes liés à l'isolement (Mbili) ou à l'insécurité (Nana-Barya) contribuaient parfois à limiter l'accès aux activités habituelles génératrices de revenus¹⁸.

Des activités de réponse humanitaire d'appui aux moyens de subsistance étaient signalées principalement dans les communes de Mia-Pendé et Nana-Barya.

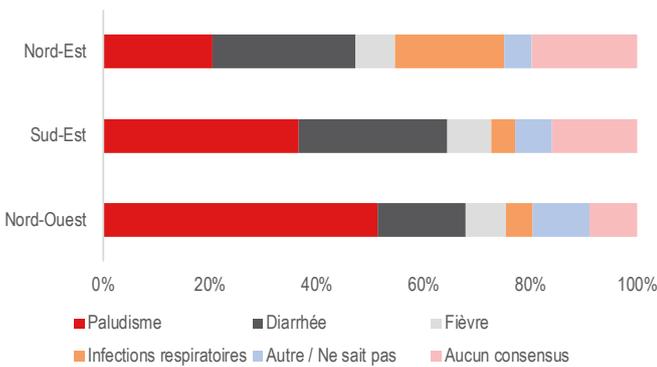
¹⁵ 1 000 XAF = 1,52449 EUR (Source: InforEuro. Date : mai 2020). ¹⁶ Pourcentages calculés sur le total des localités où il était rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des terres cultivables. ¹⁷ Résultats des analyses de groupes de discussions. ¹⁸ Résultats des observations et débriefings des agents de terrain REACH.

Santé

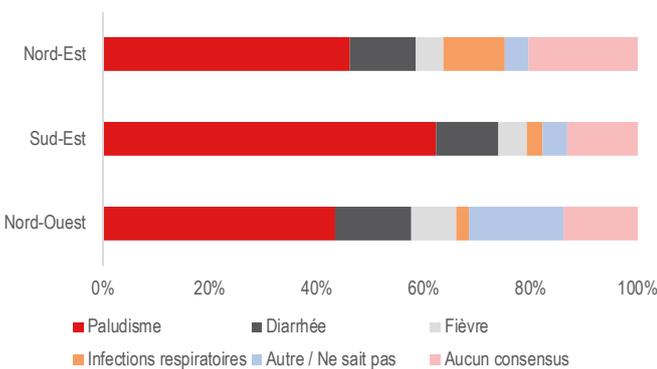
% de localités évaluées rapportées comme sans accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche, au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données :



% de localités évaluées par rapport au principal problème de santé rapporté pour les enfants de moins de 5 ans, au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données :



% de localités évaluées par rapport au principal problème de santé rapporté pour les personnes de plus de 5 ans, au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données :



% de localités évaluées ayant rapporté que la majorité des femmes accouchait à la maison, au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données :



Les zones les moins desservies par des services de santé se trouvaient dans la partie Est du pays, 44% des localités évaluées dans le Nord-Est n'offrant pas d'accès à des centres / postes de santé fonctionnels de proximité, 36% pour le Sud-Est.

En général, le niveau d'accès aux services de santé était jugé par les informateurs clés comme insatisfaisant, à cause principalement du manque de médicaments (37% des localités évaluées) et d'infrastructures médicales adéquates (29%).

Ces dernières, lorsque présentes, se trouvaient à une distance considérable (une demi-journée ou plus de marche pour les rejoindre) pour presque une localité sur quatre. Cette situation était probablement corrélée à une tendance à opter pour l'accouchement à la maison (58% des localités évaluées, avec fréquence majeure dans l'Est du pays), ainsi que le recours aux soins de type traditionnel¹⁹.

Des cas de personnes présentant des symptômes typiques de malnutrition étaient rapportés dans une large majorité de localités évaluées, à de plus hautes proportions dans le Sud-Est (dans la préfecture de la Basse-Kotto en particulier).

Nord-Est

Presque la totalité des localités évaluées (89%) se trouvant sur l'axe Ippy – Atongo-Bakari avaient rapporté l'absence de centres / postes de santé à proximité. De même, dans les communes de Ouada et Ouandja-Kotto, il était signalé que les quelques infrastructures disponibles ne bénéficiaient que sporadiquement d'un appui externe²⁰.

Dans la Vakaga, les seuls services de santé encore fonctionnels dans la commune de Ridina étaient concentrés à Birao centre, alors qu'une bonne présence de services de santé fonctionnels et de réponse humanitaire en santé et nutrition était rapportée dans la commune de Ouandja, où les IC ont mentionné à de plus hautes proportions que les femmes se réfèrent à ces services pour l'accouchement (75% des localités évaluées).

La distance des centres / postes de santé était un problème majeur, étant d'une demi-journée ou plus dans 37% des localités évaluées.

La prise en charge des cas de malnutrition était rapportée comme disponible principalement dans les communes de Ridina et Ouandja (plus de 40% des localités évaluées).

Sud-Est

En plus des causes liées au manque de médicaments et d'infrastructures, 12% des localités évaluées souffraient aussi de la destruction des infrastructures sanitaires lors du conflit (pourcentage supérieur comparé aux autres zones évaluées).

Des difficultés concernant l'approvisionnement en médicaments ont été rapportées par les IC notamment dans les communes les plus difficiles d'accès logistique, comme celles de Ngandou (Mbomou), Mboui et Kotto (Basse-Kotto).

Dans la Basse-Kotto, la majorité des localités évaluées signalaient des taux de décès en augmentation par rapport aux mois précédents (pour cause de maladie), ainsi que la présence de cas de malnutrition (parmi les enfants de moins de 5 ans et les personnes de plus de 5 ans) qui a été signalée dans presque la totalité des localités évaluées.

La présence d'activités humanitaires en santé et nutrition était rapportée dans plusieurs localités notamment dans les préfectures de Mbomou (Bakouma, Sayo-Niakari, Ngbandinga) et Basse-Kotto (Kotto-Oubangui, Mboui et Mbeima).

Nord-Ouest

La présence de services de santé fonctionnels était rapportée comme assez éparse dans toute la zone, dans laquelle il faut aussi noter la disponibilité de certains centres soutenus par l'Etat¹⁹.

Malgré le niveau des soins rapporté comme insuffisant (dans 48% des localités évaluées à cause du manque de médicaments), les résultats concernant la possibilité de se rendre auprès d'un centre / poste de santé pour l'accouchement étaient encourageants (44%).

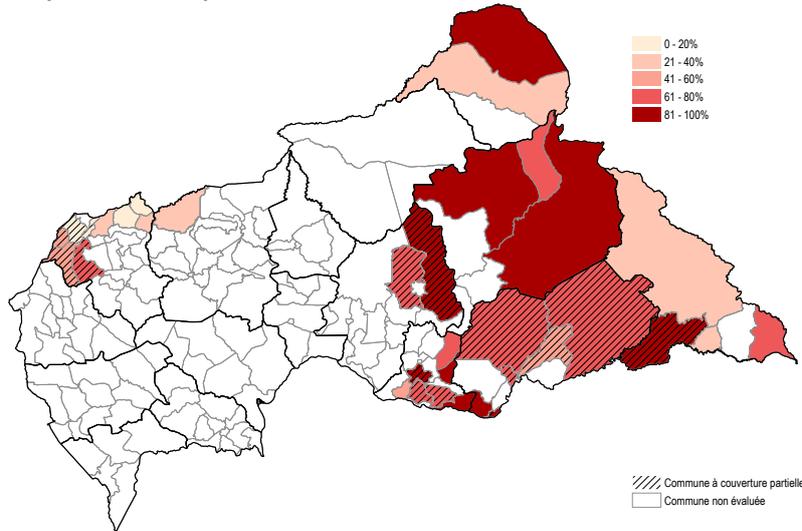
Une situation plus inquiétante était signalée dans les localités évaluées de la commune de Yémé, avec de très hautes proportions concernant l'accouchement à la maison (69%) et la présence de cas de malnutrition parmi les enfants de moins de 5 ans et les personnes de plus de 5 ans (100%).

A noter la bonne couverture de l'assistance humanitaire en santé sur les axes au nord de Paoua, où la prise en charge des cas de malnutrition était également rapportée comme disponible dans plus de 40% des localités évaluées.

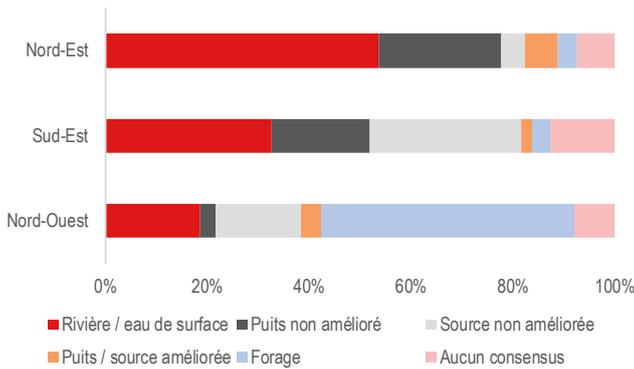
¹⁹ Résultats des analyses de groupes de discussions. ²⁰ Résultats des observations et débriefings des agents de terrain REACH.

Eau, hygiène et assainissement

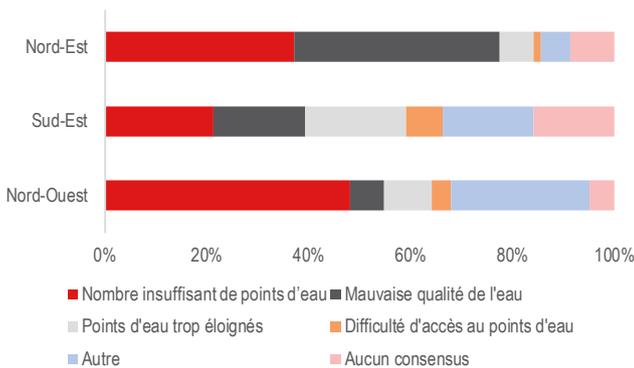
% de localités évaluées ayant rapporté que la majorité de la population utilisait une source d'eau non-améliorée pour boire (puits et / ou sources non améliorées, eau de surface etc.), au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données :



% de localités évaluées par rapport à la principale source d'eau utilisée par la majorité de la population pour les autres usages (cuisiner, se laver etc.), au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données :



% de localités évaluées par rapport au principal obstacle à l'accès à l'eau pour la majorité de la population, au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données²¹ :



% de localités évaluées ayant rapporté que la majorité de la population pratiquait la défécation à l'air libre, au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données :



Une utilisation répandue de points d'eau non améliorés était rapportée notamment dans l'Est du pays (plus de 80% des localités évaluées), entre autres due à l'impact du conflit sur les infrastructures d'eau présentes dans la zone.

En général, dans 40% des localités évaluées la principale source d'eau n'était pas disponible toute l'année ; de plus, dans plus de 85% des localités évaluées les stations de lavages de mains dans les lieux stratégiques (centres de santé, écoles, marchés, bâtiments administratifs, lieux religieux) étaient rapportées comme complètement absentes.

En terme d'hygiène, la majorité de la population vivant dans les zones évaluées au Nord-Ouest (80%) et Nord-Est (73%) pratiquait régulièrement la défécation à l'air libre (DAL).

Nord-Est

Plus de 75% des localités évaluées (sauf dans la commune de Ouandja) ont rapporté l'absence de points d'eau améliorés fonctionnels. En conséquence, le fréquent recours à l'utilisation d'eau de surface (rivière) a été rapporté dans la Haute-Kotto et l'Ouaka, alors que dans la Vakaga l'utilisation des puits traditionnels était plus fréquente.

Les IC dans 37% des localités évaluées jugeaient le niveau d'accès à l'eau comme « très insuffisant », à cause principalement de la mauvaise qualité de l'eau (Haute-Kotto) ou du nombre insuffisant de points d'eau fonctionnels (commune de Ridina).

A l'exception des localités évaluées dans la commune d'Ouandja, où les conditions d'accès à l'eau apparaissent également relativement meilleures, la majorité de la population pratiquait régulièrement la DAL dans plus de 70% des localités évaluées des autres communes

A noter que la nature sablonneuse du sol dans la Vakaga et la Haute-Kotto compliquerait notamment le creusement de latrines²².

Des réponses humanitaires en EHA en cours dans la zone étaient signalées notamment sur l'axe Ippy – Djoubissi.

Sud-Est

Dans les zones plus touchées par l'arrivée récente et en nombres de PDI / ou de retournés / rapatriés (Bambouti, Djéma, Zémio et Bakouma), la proportion de localités où la DAL était rapportée était en augmentation, alors que celles où l'accès à des sources d'eau améliorées était signalé était en baisse.

Les conséquences du conflit sur les infrastructures (points d'eau détruits ou infestés²³) étaient rapportées notamment dans les communes de Zémio et Ouambe (Zangba), tandis que dans le Mbomou et la Basse-Kotto le problème principal était le nombre insuffisant de points d'eau améliorés et fonctionnels.

En termes d'hygiène, 43% des localités évaluées rapportaient l'utilisation de latrines non-hygiéniques, à exception des communes de Lili, Ngbandinga et des zones riches en rivières de la Basse-Kotto, où la DAL était plus fréquente.

Des réponses humanitaires en EHA étaient rapportées notamment dans la commune de Ngbandinga.

Nord-Ouest

Les conditions d'accès à l'eau étaient de manière générale plus favorables que dans l'Est du pays.

Les situations moins favorables étaient signalées principalement sur l'axe Bohong-Tollé (Bocaranga) ; dans la commune de Kouï et sous-préfecture de Ngaoundaye (nombre élevé de points d'eau non fonctionnels²²) ; dans la commune de Mia-Pendé (problèmes liés aux tarissements des points d'eau pendant la saison sèche²²).

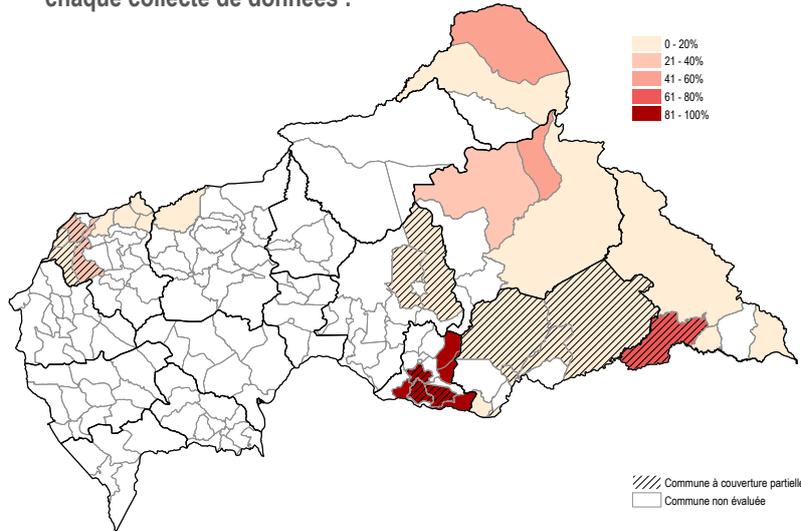
La pratique de la DAL était rapportée comme particulièrement répandue dans la zone, en particulier dans la sous-préfecture de Ngaoundaye et dans la commune de Nana-Markounda.

Des réponses humanitaires en EHA ont été rapportées principalement dans la sous-préfecture de Paoua (communes de Mia-Pendé et Nana-Barya).

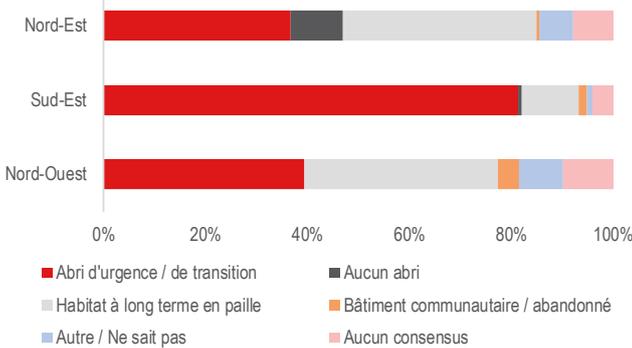
²¹ Pourcentages calculés sur le total des localités où le niveau d'accès à l'eau était jugé par les IC comme insuffisant du tout ou insuffisant. ²² Résultats des analyses de groupes de discussions. ²³ Résultats des observations et débriefings des agents de terrain REACH.

Abris et articles ménagers essentiels (AME)

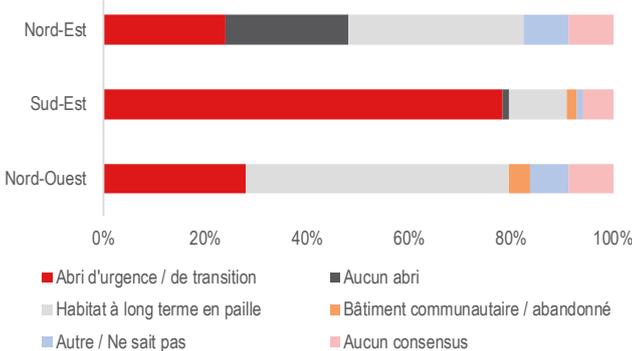
% de localités évaluées ayant rapporté que la majorité de la population locale vivait dans des types d'abris inadéquats (bâtiments communautaires, abris d'urgence, sans abris), au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données :



% de localités évaluées par type d'abris utilisés par la majorité de la population déplacée, au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données²⁴ :



% de localités évaluées par type d'abris utilisés par la majorité de la population retournée / rapatriée, au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données²⁵ :



Les 4 AME les plus souvent cités comme étant indisponibles pour la majorité des ménages, au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données :

	Nord-Est	Sud-Est	Nord-Ouest
bâche	98%	92%	93%
seau	66%	81%	64%
couverture	61%	81%	55%
moustiquaire	58%	81%	53%

Les situations les plus critiques étaient signalées dans l'Est du pays, avec des proportions élevées de populations vivant dans des abris d'urgence dans la Basse-Kotto (sans distinction entre population hôtes, PDI et retournés / rapatriés), ou ne disposant d'aucun abri dans le Nord-Est (notamment PDI et retournés, affectés par la crise sécuritaire dans la Vakaga²⁶).

En ce qui concerne les matériaux de construction, les seuls articles disponibles dans les trois zones étaient la paille et les briques non cuites, alors qu'il y avait un manque assez généralisé de matériaux de construction comme le fer, ciment, tôles et bâches.

La large majorité des localités évaluées dans la Basse-Kotto a rapporté l'indisponibilité des principaux AME, ce qui pouvait augmenter l'exposition des populations aux risques sanitaires (paludisme et fièvre).

Nord-Est

Les situations les plus critiques ont été signalées dans la commune de Ridina (nombre important d'incidents sécuritaires affectant les abris ; PDI ne disposant plus d'abris ; indisponibilité d'AME auprès de la population) et Ouandja-Kotto (PDI en abris d'urgence dans les zones minières²⁶).

Il convient également de signaler que les PDI et retournés ont été rapportés comme vivant dans des abris d'urgence également dans les axes évalués autour de Ippy (maisons endommagées à cause de chocs d'intensité mineure) et dans la commune de Yalinga (notamment dans les villages Ngui et Kpokpo, lieux de concentration majeure de PDI venant de Nzacko²⁶).

Les matériaux de construction étaient généralement absents dans la totalité des marchés de la Vakaga. Si la totalité des articles AME était rapportée comme indisponible pour la large majorité des ménages dans la commune de Ridina, certains articles étaient particulièrement manquants aussi dans la commune de Yalinga (les IC ayant rapporté l'absence de moustiquaires dans 85% des localités évaluées) et sur les axes évalués autour de Ippy (86% par rapport aux seaux, 71% par rapport aux couvertures).

Sud-Est

Dans presque la totalité des localités évaluées de la Basse-Kotto, la majorité de la population locale, déplacée et retournée / rapatriée vivait dans des abris d'urgence, ce qui serait surtout lié aux destructions des abris à cause de la longue durée et de l'intensité du conflit dans la zone ; aux intenses mouvements de retour pendant les six mois précédant la collecte de données ; à l'exposition aux inondations dans les zones riches en rivières²⁶.

A noter que la Basse-Kotto était de loin la préfecture la plus affectée par le manque d'AME (y compris le savon) et l'indisponibilité de matériaux de construction.

Dans le Mbomou, la situation des abris était rapportée comme alarmante notamment pour les PDI et retournés dans la zone de Démbia et pour les quelques cas de retournés dans les communes de Voungba-Balifondo et Sayo-Niakari, alors qu'une constante amélioration de l'accès aux abris de long terme était constatée dans les communes les plus affectés par les inondations de fin 2019 (Ngbandinga et Ngandou)²⁷.

Dans le Haut-Mbomou, une forte présence de population vivant dans des abris d'urgence était signalée notamment dans les communes de Zémio (sans trop de distinction entre population locale, PDI et retournés / rapatriés, comme conséquence des destructions des maisons par le conflit et de l'occupation de bâtiments par les groupes armés²⁷), Djéma (forte concentration de PDI et dynamique alarmante concernant l'occupation des maisons des retournés par les PDI²⁷) et Bambouti (affectant notamment les PDI).

Nord-Ouest

Des situations alarmantes ont été signalées notamment pour les populations retournées et rapatriées se trouvant dans la sous-préfecture de Ngaoundaye, ainsi que pour les PDI dans les communes de Yémé et Bah-Bessar, à cause d'incidents sécuritaires ayant affecté les abris²⁶.

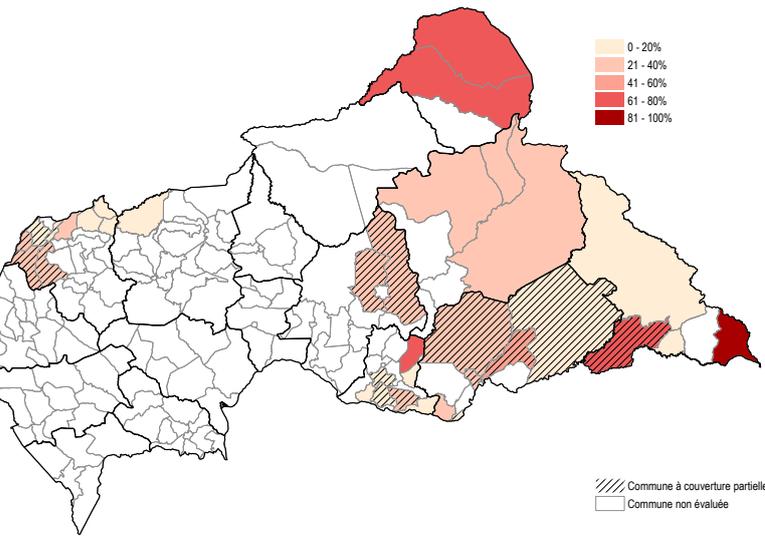
En ce qui concerne les matériaux de construction, une situation plus favorable était rapportée dans la sous-préfecture de Paoua, étant le véritable centre économique de la zone. Malgré une disponibilité généralement rapportée des principaux AME dans la zone, il faut noter que ces articles étaient absents dans la commune de Mbili (contraintes logistiques empêchant l'approvisionnement des marchés²⁷), ainsi qu'à Kouli (les IC ayant rapporté l'absence de moustiquaires dans 97% des localités évaluées) et Nana-Markounda (53% par rapport au savon).

Des activités humanitaires en abris et AME étaient rapportées principalement dans la commune de Nana-Barya.

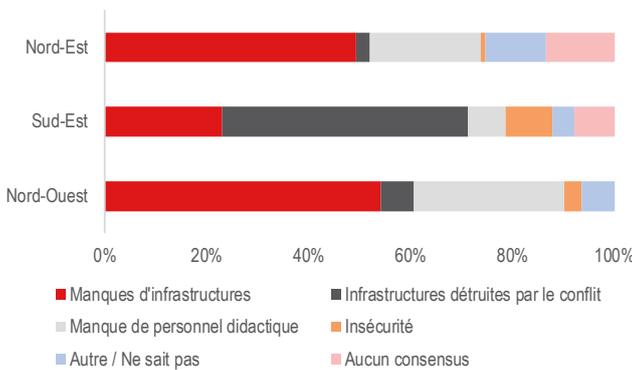
²⁴ Pourcentages calculés sur le total des localités où la présence de personnes déplacées a été rapportée. ²⁵ Pourcentages calculés sur le total des localités où la présence de personnes retournées et / ou rapatriées a été rapportée. ²⁶ Résultats des analyses de groupes de discussions. ²⁷ Résultats des observations et débriefings des agents de terrain REACH.

Education

% de localités évaluées sans accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche, au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données :



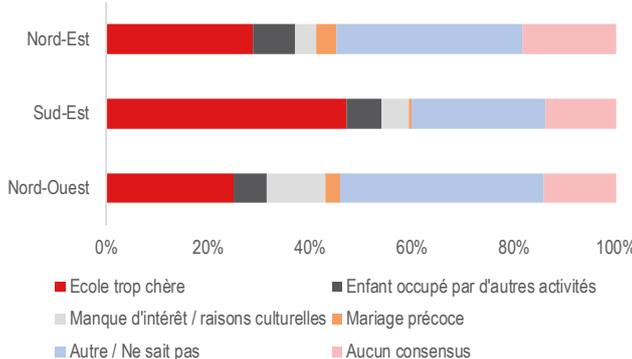
% de localités évaluées par rapport à la principale raison expliquant l'absence de services éducatifs fonctionnels à distance de marche, au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données²⁸ :



% de localités évaluées ayant rapporté que la moitié ou plus des élèves participait régulièrement à l'école, au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données²⁹ :

	Filles		Garçons	
	6 - 12 ans	13 - 18 ans	6 - 12 ans	13 - 18 ans
Nord-Est	30%	3%	49%	18%
Sud-Est	48%	26%	56%	37%
Nord-Ouest	42%	20%	64%	45%

% de localités évaluées par rapport au principal obstacle à la fréquentation scolaire, au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données³⁰ :



Les situations les moins favorables en ce qui concerne l'accès aux services éducatifs fonctionnels ont été rapportées à l'Est du pays, avec des indicateurs particulièrement alarmants dans certaines zones de la Vakaga, du Haut-Mbomou et de la Basse-Kotto.

Aux raisons de nature purement structurelles (absence depuis longtemps des infrastructures scolaires et du personnel didactique, notamment dans les zones les plus isolées), il faut ajouter le fort impact du conflit sur la fonctionnalité des bâtiments scolaires, notamment dans le Sud-Est³¹.

Là où les services éducatifs fonctionnaient, il était rapporté généralement une plus haute fréquentation scolaire chez les garçons que chez les filles, ainsi qu'une baisse considérable de la fréquentation pour les tranches d'âge de 13 à 18 ans, notamment dans le Nord-Est. La majorité des écoles étant gérées par du personnel didactique informel³¹, le principal obstacle à la fréquentation des élèves était les difficultés des familles pour contribuer au paiement des maitres-parents, notamment dans le Sud-Est, compte tenu aussi du niveau moyennement très bas des revenus des ménages.

Nord-Est

Dans les communes de Ridina et Ouandja, la majorité des services éducatifs ont été rapporté comme interrompus. Ceci est dû notamment à la crise de Birao qui aurait aussi eu un impact négatif sur la fonctionnalité des écoles à Ouandja-Kotto³¹.

La zone entière était caractérisée toutefois par des problèmes structurels assez importants, car la majorité des localités évaluées ont rapporté n'avoir jamais eu accès aux infrastructures et personnel didactique proprement dit.

Le taux de fréquentation des filles entre 6 et 12 ans était considérablement inférieur à celui des garçons, notamment dans les communes de Ouadda, Ouandja-Kotto et sur les axes évalués autour de Ippy. Parmi les obstacles à la fréquentation scolaire, sont à signaler aussi les difficultés de pouvoir inscrire / intégrer les enfants déplacés (Ridina et Ouandja) ; l'occupation des enfants par d'autres activités (Ouandja-Kotto et axe Ippy – Atongo-Bakari) ; et les aspects culturels / traditionnels (Ouadda).

Des activités humanitaires en soutien de l'éducation ont été signalées dans la Haute-Kotto, notamment dans les communes de Ouadda (rapportées par les IC dans 22% des localités évaluées) et Yalinga (9%).

Sud-Est

La situation la plus inquiétante concernait la commune de Lili, en raison de l'impact fortement négatif et de long terme des crises sud-soudanaise et centrafricaine sur le niveau de scolarisation dans la zone (niveau qui serait désormais parmi le plus bas du pays) et qui aurait favorisé la diffusion d'un manque d'intérêt généralisé au sein de la population quant à l'importance de l'éducation³².

Les services éducatifs fonctionnels étaient aussi rapportés comme rares notamment dans les communes de Zémio, Kotto et Mbéima, à cause de la destruction des infrastructures lors du conflit et de la persistance de l'insécurité, alors que dans d'autres zones (Ngandou et Kotto-Oubangui) les raisons étaient principalement structurelles.

Les taux de fréquentation scolaire les plus bas étaient signalés dans la Basse-Kotto (sans distinction entre garçons et filles) et dans les zones de Zémio, Zangba et Mingala (concernant notamment les filles). Parmi les obstacles à la fréquentation scolaire, sont à signaler de manière générale l'indisponibilité de kits scolaire, ainsi que l'occupation des enfants par d'autres activités (la pêche à Kotto-Oubangui³²).

Des activités humanitaires en soutien à l'éducation dans plusieurs localités des communes de Mbeima et Ouambé (Basse-Kotto) ont été rapportées lors de l'évaluation.

Nord-Ouest

Soixante-douze pourcent (72%) des IC ont rapporté la présence de services éducatifs fonctionnels, ce qui rendait la situation généralement plus favorable par rapport à l'Est du pays. L'absence de services éducatifs dans certaines communes était liée principalement au manque de bâtiments scolaires (Bocaranga, Kouï, Mbili, Mia-Pende) ou d'enseignants (Nana-Barya, Nana-Markounda).

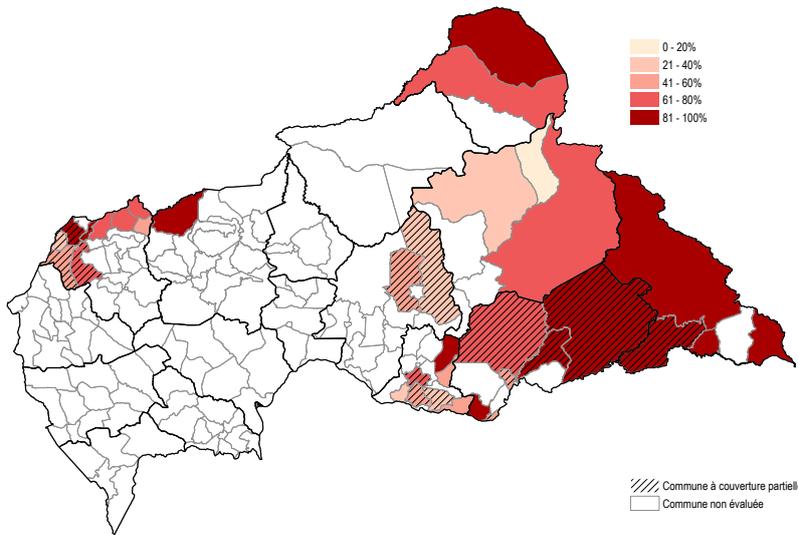
Le taux de fréquentation scolaire des filles était rapporté comme faible notamment dans les communes de Mbili, Kodi, Bah-Bessar, Nana-Barya et Nana-Markounda. Parmi les obstacles à la fréquentation scolaire, sont à signaler les raisons culturelles / traditionnelles (Bah-Bessar, Nana-Barya et Nana-Markounda), l'occupation des enfants par d'autres activités (notamment pour la sauvegarde des champs³²) et la surpopulation des écoles (Kodi, Dilouki, Yémé).

Des réponses humanitaires en éducation ont été rapportées principalement dans les zones évaluées au nord de Paoua et dans la commune de Nana-Markounda.

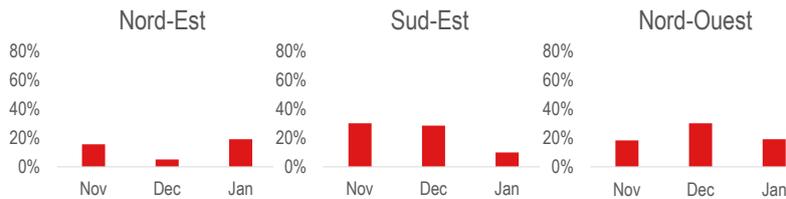
²⁸ Pourcentages calculés sur le total des localités où l'absence des services éducatifs fonctionnels a été rapportée. ²⁹ Pourcentages calculés sur le total des localités où la présence de services éducatifs fonctionnels a été rapportée. ³⁰ Idem. ³¹ Résultats des analyses de groupes de discussions. ³² Résultats des observations et débriefings des agents de terrain REACH.

Protection

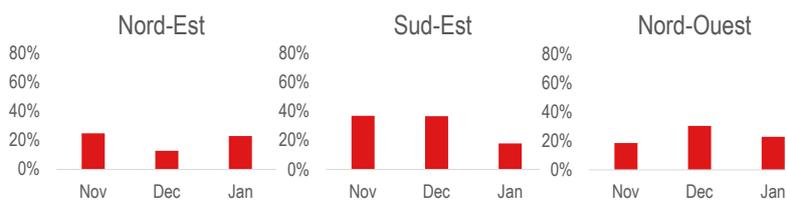
% des localités évaluées ayant rapporté que la majorité de la population ne s'est pas sentie en sécurité, au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données :



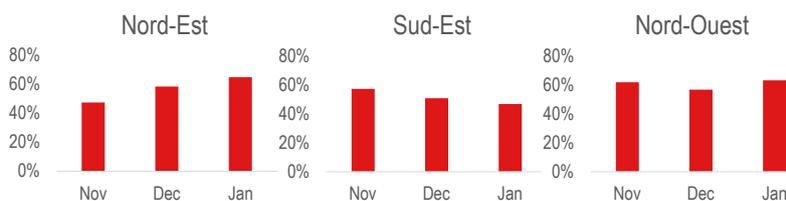
% de localités évaluées ayant rapporté des cas d'incidents impliquant la mort de civils, au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données :



% de localités évaluées ayant rapporté des cas d'incidents avec dommages aux maisons (pillages, incendies etc.), au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données :



% de localités évaluées ayant rapporté la présence de mineurs séparés et / ou non accompagnés, au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données :



Le sentiment d'insécurité, assez répandu parmi la population vivant dans tous les zones évaluées, était alimenté notamment par les conflits en cours ; par la persistance de tensions et craintes liées à la présence et l'activisme des groupes armés ; et par les tensions liées à la transhumance³³. Dans la préfecture du Haut-Mbomou (Sud-Est) et la sous-préfecture de Ngaoundaye (Nord-Ouest), la majorité des populations était concentrée dans les principaux villages, étant les villages situés sur les axes plus exposés aux ingérences des groupes armés³³. En général, la libre circulation était limitée dans toutes les zones, l'accès aux champs étant toujours considéré comme une exposition aux risques de tracasserie ou d'embuscades³³. Dans plus de 50% des localités évaluées, la présence de mineurs séparés et / ou non accompagnés était rapportée, avec une tendance croissante dans le Nord-Est au cours des trois mois d'évaluation.

Nord-Est

A la suite du déclenchement des conflits dans la Vakaga et de la mobilisation des troupes qui en a résulté dans la Haute-Kotto, le sentiment d'insécurité était rapporté de manière constante par une haute proportion d'IC dans la commune de Ridina, et avec une tendance croissante dans les communes de Ouadda et Ouandja-Kotto. La situation était également alarmante dans la commune de Yalinga, à cause de la persistance des inquiétudes de la majorité de la population envers le groupe armé qui contrôlait la zone³⁴. La présence de mineurs séparés et / ou non accompagnés était signalée de manière plus fréquente dans la Haute-Kotto (mineurs à la recherche d'opportunités de travail dans les chantiers miniers de Sam-Ouandja, ou séparés à cause des déplacements à Yalinga), sur les axes Ippy – Atongo-Bakari (dans 31% des localités évaluées à cause du mariage précoce) et Ippy – Djoubissi (mineurs vivants avec d'autres membres de la famille). L'exposition des femmes adultes aux risques de violences sexuelles était rapportée par une haute proportion d'IC notamment dans les communes de Ouandja-Kotto (67% des localités évaluées), Yalinga (41%) et sur les axes Ippy – Atongo-Bakari (44%) et Ippy – Djoubissi (35%). A signaler la présence d'acteurs humanitaires engagés dans des activités liées à la protection sur les axes évalués autour de Ippy.

Sud-Est

Un sentiment d'insécurité très répandu était rapporté notamment dans le Haut-Mbomou (plus de 85% des localités évaluées), ce qui expliquerait le nombre important de villages abandonnés sur les axes et la concentration de leur population dans les centres urbains. Dans le Mbomou, l'inquiétude rapportée était plutôt liée à l'intensité et fréquence de « rumeurs » concernant la mobilisation des groupes armés ou la « présence dans la brousse d'éléments armés non-identifiés », avec comme conséquence l'instauration d'un climat de « psychose » assez généralisé³⁴. Dans la Basse-Kotto, le niveau d'insécurité était déterminé par la présence et ingérence des groupes armés (notamment dans la zone de Satema et sur les axes évalués de la commune de Mboui), ainsi que par la persistance des tensions dans la zone de Mingala et sur l'axe Dimbi – Gambo³³. Des incidents d'ordre sécuritaire ont été rapportés de manière assez régulière dans la zone de Satema, et plus sporadiquement dans les communes de Lili et Mboki, sur l'axe Dém-bia – Djéma (Mbomou) et dans la zone de Mingala. La relation entre les communautés hôtes et les PDI était signalée comme problématique à Djéma (cas d'abris occupés par des PDI³⁴) et dans la commune de Siriki. Une présence significative de mineurs séparés et / ou non accompagnés était rapportée notamment dans le Haut-Mbomou (76% des localités évaluées), ainsi que dans les communes de Bakouma et Ngandou (Mbomou), Mbéima et Ouambé (Basse-Kotto), pour des raisons liées principalement aux déplacements de la population. En ce qui concerne les risques de protection, l'exposition des filles au mariage précoce et forcé (rapporté par 39% des localités évaluées) et le recrutement forcé des garçons par les groupes armés (dans les zones à plus forte présence des « groupes d'autodéfense », comme Djéma, Kotto-Oubangui, Mboui, Mbeima, Ouambé et Kotto) ont été mentionnés avec une fréquence élevée.

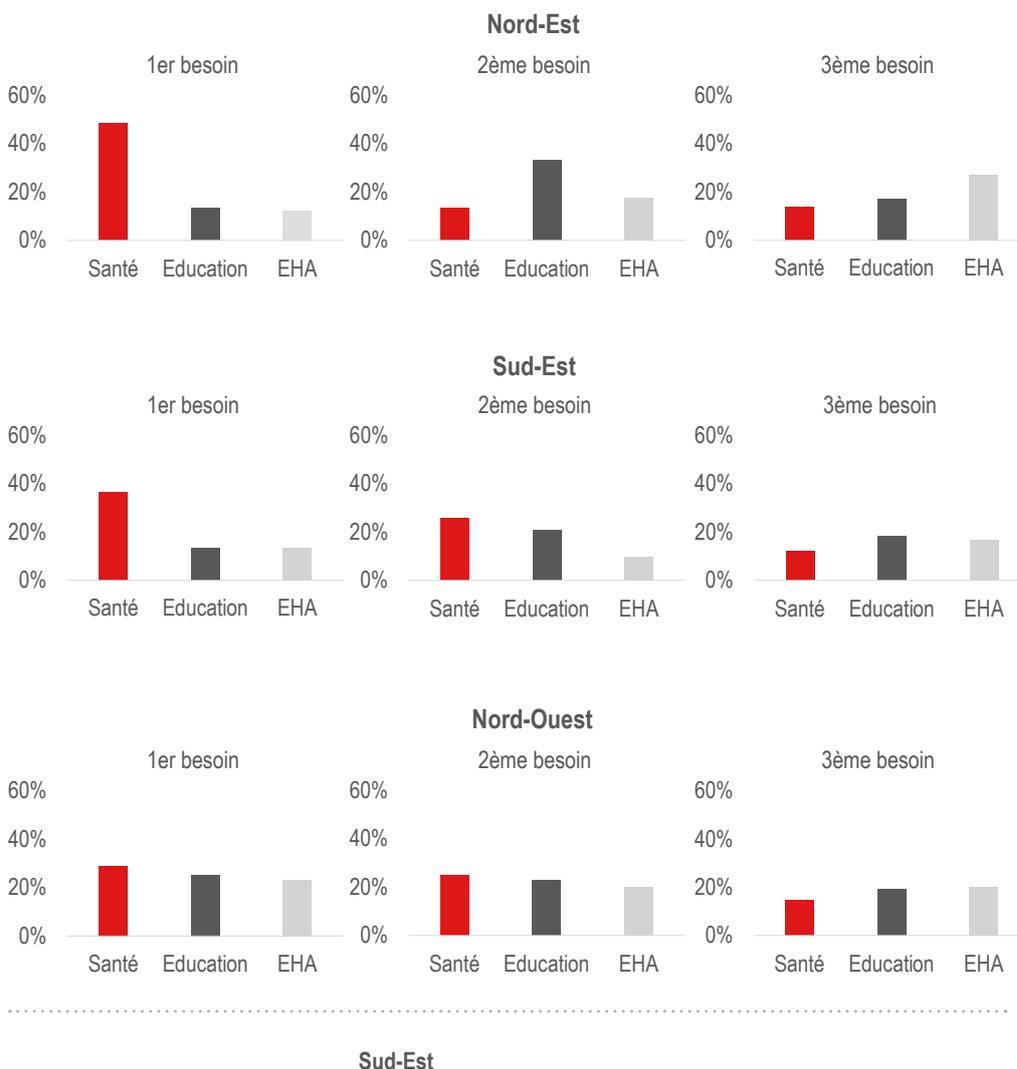
Nord-Ouest

Un sentiment d'insécurité assez élevé était rapporté notamment dans la commune de Nana-Markounda (tensions liées à l'exploitation des ressources minières ; criminalité répandue ; tensions sur les points d'eau ; tensions entre agriculteurs et éleveurs ; cas d'enlèvements³³). D'autres zones étaient concernées par un sentiment d'insécurité générale, comme à Kodi et Dilouki (tensions liées à la présence d'éleveurs armés³³), Bah-Bessar (conflits intercommunautaires) et Mia-Pendé (tensions liées à la transhumance et aux opérations de désarmement par les forces de sécurité régulières³⁴). La présence de mineurs séparés était rapportée notamment à Dilouki et Yémé (pour recherche de travail), ainsi que dans les axes au nord de Paoua et dans la commune de Nana-Markounda (mineurs vivant avec d'autres membres de la famille). Parmi les risques de protection les plus souvent mentionnés il faut noter le mariage précoce pour les filles sur l'axe Bohong – Tollé (zone très isolée de la commune de Bocaranga) ; l'exposition aux violences sexuelles contre les filles et les femmes dans la commune de Dilouki ; les tensions / violences intercommunautaires dans la commune de Nana-Barya. A signaler la présence d'acteurs humanitaires engagés dans des activités liées à la protection dans les zones évaluées au nord de Paoua.

³³ Résultats des analyses de groupes de discussions. ³⁴ Résultats des observations et débriefings des agents de terrain REACH.

Redevabilité et communication

% de localités évaluées par rapport aux 3 types d'intervention humanitaire principaux souhaités (par secteur) par la majorité de la population, au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données :



De manière générale, la couverture téléphonique variait entre régions évaluées, d'une couverture présente dans 39% de localités évaluées au Nord-Ouest, alors que moins de 20% des localités évaluées dans l'Est du pays avait accès au réseau, même de manière temporaire.

Les sources d'information en lesquelles la majorité de la population avait le plus confiance étaient de loin les chefs communautaires, suivi, de manière limitée, par les chefs religieux.

Malgré la situation alarmante dans les zones évaluées en ce qui concerne l'accès à la nourriture, aux abris et à la protection, les interventions humanitaires les plus souhaitées, selon les IC, concernaient principalement les domaines de la santé, éducation et EHA, avec une plus forte prévalence pour la santé dans l'Est du pays, alors qu'au Nord-Ouest les proportions d'IC rapportant des besoins dans les trois secteurs étaient plus équilibrées³⁵.

A noter aussi que le renforcement de l'accès logistique (réhabilitation de routes et des ouvrages routiers) était aussi un besoin rapporté fréquemment, notamment dans les zones les plus isolées au Nord-Est (Ouadda, Sam-Ouandja, Yalinga) et Sud-Est (Nzacko, Djéma, Bambouti, Ngandou).

Nord-Est

L'absence totale de réseau téléphonique affectait surtout les communes de Ouadda et Yalinga, ainsi que les axes évalués autour de Ippy, alors qu'il était fonctionnel uniquement aux alentours des principaux villages de la Vakaga et dans la zone de Sam-Ouandja³⁶. Si en moyenne 77% des localités évaluées n'avait pas accès au réseau, une tendance décroissante de l'accès dans la commune de Ridina a été constatée, probablement à cause de la dégradation constante de la situation sécuritaire dans la Vakaga.

La réhabilitation des axes et le soutien à la production agricole étaient mentionnés parmi les interventions humanitaires souhaitées, respectivement dans les zones de Yalinga et Ippy.

Nord-Ouest

La couverture téléphonique était rapportée comme très faible principalement sur l'axe Bohong – Tollé (Bocaranga) et dans la commune de Yémé, alors qu'en moyenne 39% des localités évaluées dans la zone rapportaient avoir eu accès au réseau téléphonique, grâce notamment à la présence des réseaux camerounais et tchadiens³⁶.

Des réponses humanitaires étaient souhaitées en ce qui concerne l'accès logistique (réhabilitation des routes et ouvrages routiers) dans plusieurs localités évaluées sur l'axe Bohong – Tollé et dans les communes de Mbili et Yémé.

La présence d'un réseau téléphonique fonctionnel était uniquement rapportée dans les villages se trouvant aux alentours des villages de Mboki, Zémio, Bakouma, Bangassou et Dimbi.

A noter le fort isolement qui affectait la zone de Ngandou en ce qui concerne l'accès logistique, et la frustration remontée par les IC des villages situés sur les axes de la commune de Mboui, qui se sentaient exclus des réponses humanitaires en cours dans la sous-préfecture de Kémbé³⁶.

Des interventions humanitaires en abris et AME (Ouambé, Siriki), protection (Mboki, Démbia, Bakouma), sécurité alimentaire (Mboki, Siriki) et pour la réhabilitation de l'accès logistique (Djéma) étaient aussi souhaitées.

³⁵ Veuillez vous référer à la section «Sécurité alimentaire» pour une suggestion d'interprétation liée aux mécanismes d'adaptation et aux stratégies pour se procurer de la nourriture. ³⁶ Résultats des analyses de groupes de discussions.

Note de fin de document :

Les informations qualitatives rapportées dans la partie narrative du document, lorsqu'elles ne sont pas étayées par des données quantitatives spécifiquement indiquées en pourcentages dans le texte, sont les résultats des groupes de discussion menés au cours des 3 mois de collecte de données, ainsi que des observations et analyses des différents contextes par les agents de REACH en charge de ces évaluations.

À propos de REACH :

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information qui renforcent la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie des données, et toutes ses activités sont menées au travers des mécanismes inter-agences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe de IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR-UNOSAT).